

Le Rassemblement National à l'assemblée Nationale



Brochure UL N° 2

Juin 2025

Noel LECHAT

Table des matières

En guise d'introduction : Le RN à l'Assemblée, entre posture et réalité

Le pouvoir d'achat : des votes symboliques, mais aucune rupture avec le capitalisme

Le capitalisme et ses dogmes

Immigration : le cœur idéologique du RN, une diversion dangereuse

Sécurité et répression : un alignement assumé sur la ligne autoritaire

Transition écologique et économie : une opposition de façade, mais sans solutions structurelles

Les contradictions internes du RN : entre populisme social et conservatisme économique

Le RN et la bourgeoisie : un ennemi utile au système

Le RN face à l'État : un parti du maintien de l'ordre bourgeois

En guise de conclusion : Le RN, un piège pour les classes populaires

En guise d'introduction : **Le RN à l'Assemblée, entre posture et réalité**

Depuis son entrée massive à l'Assemblée nationale en juin 2022 lors des élections législatives (89 députés), le Rassemblement National (RN) revendique le rôle de première force d'opposition et affirme défendre les « oubliés » de la mondialisation. C'est une percée historique qui marque une nouvelle phase dans l'histoire du parti, longtemps marginalisé dans la vie parlementaire française.

Si le RN prétend désormais être un parti « comme les autres », soucieux de respectabilité et de responsabilité, ses positions à l'Assemblée nationale révèlent une continuité idéologique marquée, mêlée à des ajustements stratégiques.

Marine Le Pen et ses députés affirment incarner la « vraie opposition » et prétendent défendre les « petits » face aux « puissants ». Pourtant, l'analyse concrète de ses prises de position et de ses votes démontre une contradiction flagrante entre le discours et les actes. Derrière une rhétorique de « défense des Français », le RN adopte des positions conservatrices, antisociales, et souvent réactionnaires.

Une lecture attentive des débats parlementaires et des votes du RN entre 2022 et 2024 révèle la vraie nature de son projet politique : protection de l'ordre établi, division des classes populaires, discours nationaliste, et absence de propositions structurelles pour résoudre les inégalités. Il s'agit de se détourner des vraies causes des inégalités

Cette critique vise à analyser, à partir d'exemples précis, les limites et contradictions du programme et de l'action parlementaire du RN.

Noel LECHAT.

Le pouvoir d'achat : des votes symboliques, mais aucune rupture avec le capitalisme

Le RN prétend défendre le pouvoir d'achat, mais ses votes montrent qu'il refuse de s'attaquer aux causes profondes de la précarité.

- **Le 12 juillet 2022**, lors du vote sur la proposition NUPES d'augmentation du SMIC à 1 500 € net (PPL n° 55), le RN s'est abstenu, refusant de soutenir une mesure concrète pour améliorer les revenus des travailleurs.
- **Le 24 juillet 2022**, lors du vote sur le projet de loi sur le pouvoir d'achat (PL n°19), le RN a voté en faveur de certaines mesures ponctuelles comme la baisse de la TVA sur l'énergie, mais sans proposer de réforme fiscale ambitieuse (par exemple, la taxation des superprofits), se limitant à des solutions conjoncturelles et favorables à la consommation à court terme. Le RN refuse toute idée de justice fiscale radicale. Par exemple, il s'est opposé aux propositions de taxation des superprofits et des grandes fortunes, préférant cibler des réductions d'impôts généralistes, ce qui favorise mécaniquement les ménages les plus aisés.
- **Le 23 novembre 2022**, lors de la motion de censure déposée par la NUPES contre le budget 2023, le RN a refusé de voter la motion, montrant ainsi son alignement partiel sur la logique budgétaire du gouvernement.

- **Sur les retraites**, le RN a affiché une opposition à la réforme Macron (passage à 64 ans), mais sans proposer de projet alternatif clair et cohérent. Lors des débats, le RN a défendu un flou stratégique, proposant un « retour à 60 ans » sous conditions, sans remettre en cause le financement global du système, et en refusant de taxer significativement le capital et les grandes fortunes. Cette ambiguïté permet au RN d'occuper une posture de contestation sans avancer de solutions structurantes.

Ces positions illustrent un refus de s'opposer frontalement aux intérêts du capital, en se limitant à un réformisme de surface. Ainsi, le RN prétend défendre les « petits », mais ses positions évitent de s'attaquer aux véritables causes des inégalités : le partage injuste des richesses et le pouvoir disproportionné des grandes entreprises et des détenteurs du capital.



Immigration : le cœur idéologique du RN, une diversion dangereuse

La position la plus emblématique du RN demeure sa politique migratoire, portée à l'Assemblée avec constance. C'est une obsession omniprésente dans ses propositions parlementaires.

Les députés RN demandent un référendum sur l'immigration, prônent une réduction drastique des flux migratoires, l'expulsion systématique des étrangers en situation irrégulière, et la suppression du droit du sol.

Aussi le RN concentre son action parlementaire sur l'immigration, en multipliant les propositions de lois discriminatoires :

- **Le 3 novembre 2022**, le RN a déposé une proposition de loi n° 422 visant à supprimer l'Aide médicale d'État (AME) pour les sans-papiers. Cet acharnement contre les droits fondamentaux des plus précaires illustre la logique d'exclusion du RN, qui préfère s'attaquer aux migrants plutôt qu'aux véritables causes de la crise des services publics.
- **Le 13 décembre 2022**, lors de l'examen de la loi de finances rectificative pour 2022, le RN a proposé un amendement visant à restreindre l'accès aux allocations familiales pour les étrangers, alors qu'ils cotisent pourtant au système, rejeté en commission des finances. Cette mesure, si elle avait été adoptée, aurait accentué les inégalités entre travailleurs et favorisé le dumping social. Elle illustre la logique du RN. Plutôt que de combattre le chômage et la précarité en s'en prenant aux employeurs qui exploitent la

main-d'œuvre étrangère, le RN préfère désigner les immigrés comme des boucs émissaires.

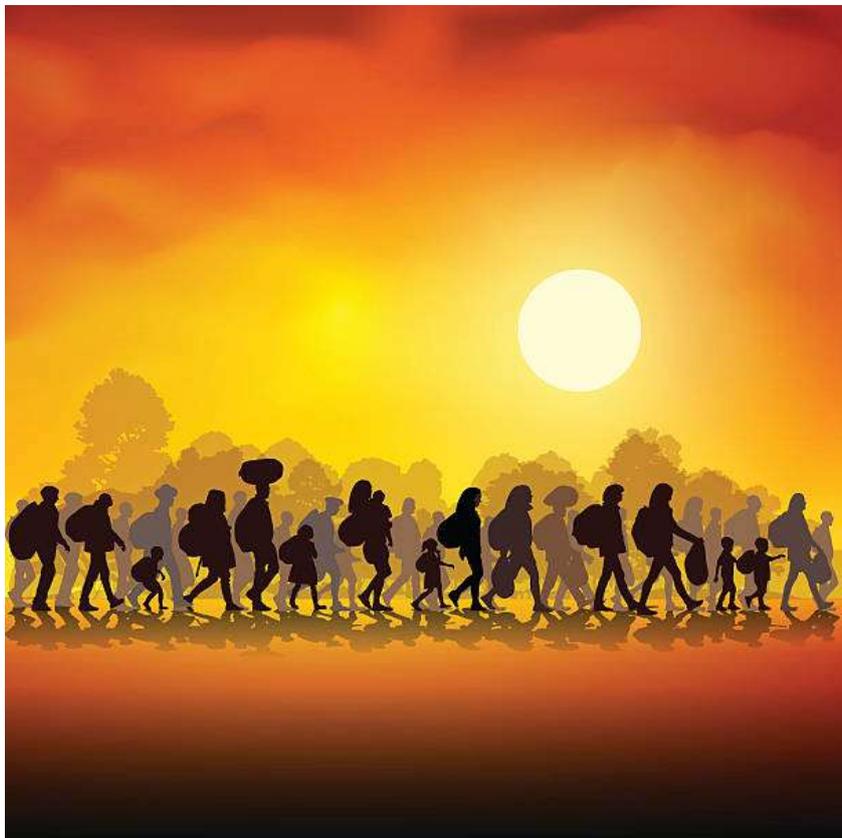
- Plus récemment, **le 12 décembre 2023**, lors du vote sur le projet de loi immigration Darmanin, le RN a voté en faveur du texte après son durcissement par la droite, en particulier sur la restriction du droit du sol. Ce soutien explicite montre la collusion du RN avec les partis conservateurs dans la stigmatisation des étrangers et la restriction des droits.
- Dans le débat sur la loi « Immigration », le RN a proposé l'arrêt du regroupement familial et la suppression du droit du sol. Ces mesures, loin de résoudre les problèmes sociaux, visent à créer une hiérarchie entre « Français » et « étrangers » et participent à une logique de stigmatisation qui divise les travailleurs.
- Le discours anti-immigration du RN détourne l'attention des véritables causes des inégalités : l'exploitation capitaliste et le démantèlement des services publics sous l'effet des logiques néolibérales. Or, comme le montrent de nombreuses études (par exemple celles de l'INSEE), l'immigration n'est pas la cause des inégalités ou du chômage. Le véritable problème est celui du sous-investissement dans les services publics et des logiques de profit qui précarisent l'emploi. En détournant l'attention sur l'immigration, le RN contribue à fragiliser l'unité des classes populaires et à empêcher l'émergence de revendications sociales fortes.
- Le RN prétend lier immigration et insécurité, sans preuve solide, en jouant sur les peurs. Il ignore volontairement les apports économiques, culturels et humains de l'immigration. À l'Assemblée, cette posture contribue à la polarisation du débat public, à l'érosion du consensus républicain et à la montée de la xénophobie.
- En se concentrant sur des « boucs émissaires » (migrants, demandeurs d'asile, travailleurs détachés), le RN alimente une division qui affaiblit les luttes collectives. Or, comme le disait Marx, « les prolétaires n'ont pas de patrie » : le combat pour l'émancipation passe par l'unité des travailleurs, quelles que soient leurs origines.

- Le RN contribue ainsi à renforcer l'idéologie dominante qui protège le système : au lieu d'identifier l'ennemi principal (le capital), il détourne la colère populaire vers des oppositions fictives, renforçant l'ordre existant.

Ces prises de position illustrent une stratégie claire : détourner la colère sociale vers des boucs émissaires au lieu de s'attaquer aux vrais responsables des inégalités (le patronat, le capital financier). Ce faisant la RN alimente un discours stigmatisant, faisant de l'étranger un bouc émissaire des difficultés sociales.

C'est une impasse idéologique qui promeut le nationalisme contre l'internationalisme ouvrier.

La CGT repose sur l'internationalisme, c'est-à-dire la solidarité des travailleurs au-delà des frontières, car l'exploitation capitaliste est un phénomène mondial. Le RN, au contraire, promeut un nationalisme xénophobe qui oppose artificiellement les travailleurs en fonction de leur origine.



Sécurité et répression : un alignement assumé sur la ligne autoritaire

Le RN défend systématiquement le renforcement de l'appareil répressif de l'État.

- **Le 7 décembre 2022**, lors du vote sur la proposition de loi sur la responsabilité pénale des mineurs, le RN a soutenu un texte visant à durcir la justice pénale pour les mineurs, confirmant sa posture punitive au détriment des politiques de prévention et de réinsertion.
- **Le 13 avril 2023**, lors de l'examen de la proposition de loi visant à réprimer plus sévèrement les blocages économiques (PPL n° 1043), le RN a voté pour le texte, qui criminalise les actions syndicales et de protestation, notamment les blocages lors des grèves.
- Sur le budget 2024, **le 31 octobre 2023**, le RN a voté pour l'augmentation des crédits alloués au ministère de l'Intérieur, en particulier pour l'achat de drones de surveillance et le renforcement des effectifs policiers.

Ces choix confirment la vision autoritaire du RN, qui, au lieu de soutenir les mobilisations sociales (grèves, manifestations), préfère renforcer l'arsenal répressif de l'État contre les contestations populaires.

Transition écologique et économie : une opposition de façade, mais sans solutions structurelles

Sur les enjeux économiques et environnementaux, le RN adopte une posture ambiguë, oscillant entre populisme et conservatisme :

- **Le 6 octobre 2022**, lors du vote sur la proposition de loi « superprofits » (PPL n° 402), visant à taxer les profits exceptionnels des grandes entreprises, le RN a voté **contre**. Ce refus de taxer les géants du CAC 40 démontre son alignement avec les intérêts du patronat.
- **Le 21 juin 2023**, lors du vote sur la loi industrie verte, le RN s'est abstenu, refusant de soutenir des investissements massifs dans la transition écologique. Marine Le Pen a justifié cette abstention par un refus des « contraintes écologiques » imposées aux entreprises. En réalité, cela revient à protéger les logiques productivistes et à freiner les réformes nécessaires pour limiter le réchauffement climatique.
- **Le 14 mars 2024**, lors du vote sur la loi relative à l'interdiction des jets privés pour des raisons environnementales, le RN a voté **contre**, au prétexte de défendre la « liberté individuelle », protégeant ainsi un mode de vie ultra-consumériste réservé à une minorité.

Ces votes illustrent que le RN ne propose aucune rupture sérieuse avec le système économique dominant et reste, sur le fond, un parti conservateur au service des intérêts des classes possédantes. Sa critique du capitalisme mondialisé reste superficielle, évitant de remettre en cause les logiques de rente,

de financiarisation ou les inégalités systémiques. Il en résulte un programme plus réactionnaire que réellement progressiste.

Exemples concrets :

Thème	Votes ou prises de position du RN	CGT
SMIC	A voté contre l'augmentation du SMIC à l'Assemblée nationale en 2022.	Pour l'augmentation du SMIC à 2 000 € brut.
Retraites	Contre la réforme à 64 ans, mais a refusé de participer activement aux mobilisations.	Mobilisée fortement contre la réforme des retraites avec grèves et manifestations.
Grèves et mouvements sociaux	Soutient les lois anti-casseurs, critique les manifestations et grèves.	Défense inconditionnelle du droit de grève et des libertés syndicales.
Superprofits	Refus de taxer les superprofits (vote contre à l'Assemblée).	Revendique une taxation massive des superprofits et des grandes entreprises.

Les contradictions internes du RN : entre populisme social et conservatisme économique

Le discours du Rassemblement National se présente comme une défense des classes populaires, mais son programme et ses votes révèlent des contradictions majeures, qui fragilisent la cohérence de son projet politique. Ces contradictions apparaissent dans plusieurs domaines clés :

a/ Le RN se dit défenseur du pouvoir d'achat, mais refuse de s'attaquer au capital

Marine Le Pen prétend incarner la « France des oubliés », mais sur les questions économiques, le RN refuse de remettre en cause les structures de domination du capitalisme. Par exemple :

- **Vote contre la taxation des superprofits (6 octobre 2022)** : alors que des millions de Français subissent l'inflation, le RN refuse de taxer les grandes entreprises, au nom d'un prétendu respect de l'initiative privée.
- **Refus de soutenir l'augmentation significative du SMIC (12 juillet 2022)** : une mesure pourtant essentielle pour améliorer concrètement les revenus des travailleurs.

Ainsi, le RN oscille entre un discours social flou et des positions concrètes qui protègent les intérêts des employeurs et du capital. Le RN défend une vision conservatrice de l'économie. Son rejet du libéralisme est de pure façade.

b/ Un discours protectionniste, mais un alignement sur le libre marché

Le RN critique l'Union européenne et le libre-échange, mais ne propose aucune alternative économique cohérente :

- Il ne défend ni la sortie de l'euro, ni la mise en place d'un protectionnisme social ou écologique réel.
- Ses propositions économiques restent floues : Marine Le Pen parle de « patriotisme économique », mais le RN ne propose ni la nationalisation des secteurs stratégiques, ni une véritable planification de la transition écologique.
- Lors des débats sur l'industrie verte (juin 2023), le RN a refusé de soutenir des régulations contraignantes sur les entreprises polluantes, montrant ainsi qu'il reste ancré dans une logique de marché, sous des accents souverainistes de façade.

c/ Un discours sécuritaire qui trahit l'intérêt des travailleurs

Le RN prétend défendre les « petites gens », mais ses positions sécuritaires vont à l'encontre des intérêts des classes populaires :

- En **soutenant la répression des grèves** (13 avril 2023), le RN prend le parti de l'État contre les mobilisations sociales.
- En **défendant les forces de l'ordre dans toutes les circonstances**, le RN nie la violence institutionnelle subie par les manifestants, les jeunes des quartiers populaires et les grévistes.

Ainsi, le RN apparaît comme le parti de l'autorité et de l'ordre, non de l'émancipation sociale.

d/ Un « anti-système » de façade, mais un parti profondément intégré au jeu parlementaire

Le RN critique le « système » et les « élites », mais :

- Il **respecte strictement les règles parlementaires** et refuse tout projet révolutionnaire ou de rupture.

- Il **ne soutient pas les mobilisations sociales de masse** : par exemple, lors du mouvement contre la réforme des retraites (hiver 2023), le RN a gardé une posture ambiguë, condamnant à la fois le projet gouvernemental mais aussi les blocages et les grèves, sans appeler à la mobilisation.

Ce positionnement « d’opposants raisonnables » montre que le RN cherche à apparaître comme un parti gouvernemental potentiel, prêt à gérer l’État dans le cadre actuel, sans transformation radicale.

Le RN se présente régulièrement comme un parti « antisystème » qui défendrait les « oubliés » de la mondialisation et les « petites gens ». À l’Assemblée nationale, cette posture se traduit par des propositions sur le pouvoir d’achat, la défense des « travailleurs français » ou encore la dénonciation des « technocrates » européens. Toutefois, cette critique reste superficielle et largement dévoyée :

- **Sur le plan économique**, le RN ne remet pas en cause la propriété privée des moyens de production ni la logique du capitalisme. Au contraire, ses propositions, comme la baisse de la TVA ou les aides ciblées, restent des mesures de régulation à la marge, incapables de s’attaquer aux causes profondes de l’exploitation.
- **La priorité nationale**, mantra du RN, divise la classe ouvrière en opposant travailleurs français et immigrés, sapant ainsi toute unité des travailleurs contre le capital. En cela, le RN joue un rôle objectif de fragmentation des luttes sociales, en redirigeant la colère légitime contre les « étrangers » plutôt que contre les capitalistes.
- Enfin, le RN valide largement l’ordre établi : il défend l’armée, la police, les frontières, et s’oppose à des revendications progressistes comme la réquisition des logements vacants, la hausse massive des salaires, ou l’abolition des grandes fortunes.

e/ Une contradiction fondamentale : se dire « au service du peuple » tout en divisant les classes populaires

Enfin, la plus grande contradiction du RN réside dans sa stratégie de division des travailleurs :

- En désignant les étrangers, les migrants ou les minorités comme responsables des problèmes sociaux, le RN détourne la colère des exploités vers des cibles secondaires, au lieu de s'attaquer aux vraies causes des inégalités : l'accumulation du capital, l'exploitation des travailleurs, la financiarisation de l'économie.
- Cette stratégie de bouc-émissaire affaiblit la solidarité de classe et divise ceux qui devraient, au contraire, lutter ensemble pour de meilleures conditions de vie.

Le RN est un parti profondément contradictoire : il utilise des slogans sociaux pour séduire les électeurs populaires, mais son programme économique reste aligné sur le libéralisme et l'ordre établi. Il prétend s'opposer au « système », mais ne propose aucune alternative cohérente au capitalisme. Il se présente comme « le parti du peuple », mais divise ce peuple en opposant Français et étrangers, au lieu de rassembler les travailleurs autour d'une lutte commune contre l'exploitation.

Ces contradictions montrent que le RN n'est pas une solution pour les classes populaires : c'est un parti de diversion, qui canalise la colère sociale vers des voies stériles, et qui protège, en dernière analyse, le système qu'il prétend combattre.

Le RN et la bourgeoisie : un ennemi utile au système

Enfin, le RN, tout en se prétendant anti-système, remplit une fonction utile pour la bourgeoisie :

- En captant la colère sociale et en la canalisant vers des solutions réactionnaires, le RN prévient une radicalisation anticapitaliste des luttes. Il devient ainsi un « fusible » : un moyen de désamorcer la contestation tout en maintenant le cadre du capitalisme.
- Le RN offre à la bourgeoisie un épouvantail utile. La peur du RN permet aux forces libérales et néolibérales de se poser en « remparts » contre l'extrême droite, tout en poursuivant leurs politiques antisociales. Ce jeu de rôle entre « extrêmes » et « modérés » maintient en réalité l'hégémonie de la classe dominante.
- En somme, le RN, tout comme d'autres partis d'extrême droite en Europe, participe à la stabilisation du système capitaliste en détournant la lutte de classes vers des débats identitaires et nationalistes.

Le RN face à l'État : un parti du maintien de l'ordre bourgeois

L'État comme instrument de domination d'une classe sur une autre éclaire la position du RN. Si le parti critique ponctuellement le « système » et les « élites », il ne remet jamais en cause l'appareil d'État dans sa fonction de garant des intérêts de la bourgeoisie. Il défend à l'assemblée des positions clairement réactionnaires sur les questions de sécurité et d'ordre public.

- Le RN défend la répression des mouvements sociaux et le renforcement des forces de l'ordre. Il soutient systématiquement les lois répressives à l'Assemblée (loi sécurité globale, extension des pouvoirs de la police, etc.), participant ainsi à l'arsenal sécuritaire destiné à contenir toute contestation radicale. Lors des débats sur la loi « sécurité globale » et sur les crédits budgétaires alloués à la police et à l'armée, le RN a systématiquement soutenu le gouvernement. Marine Le Pen réclame régulièrement plus de moyens pour la police, plus de caméras de surveillance et des sanctions renforcées contre les manifestants.
- Sur les questions de libertés publiques, le RN montre un autoritarisme marqué, prônant une société de surveillance, la restriction des droits des grévistes et des manifestants. Cette posture illustre son rôle : maintenir l'ordre bourgeois en muselant les révoltes sociales. Il adopte une position anti-grève, hostile aux mobilisations collectives. Lors des mouvements contre la réforme des retraites, le RN a refusé de soutenir pleinement les grèves et a dénoncé les « blocages », préférant défendre une vision autoritaire de l'ordre public.

- Le RN soutient un nationalisme économique qui se traduit par des propositions telles que le « patriotisme économique », mais ce dernier ne remet pas en cause la logique d'accumulation capitaliste : il se contente de défendre les intérêts des capitalistes français contre leurs concurrents étrangers, en renforçant le capitalisme national.

Enfin, il faut souligner que le RN se positionne comme un adversaire des élites, mais jamais du système capitaliste dans son ensemble. Le RN est un faux-nez du système : ni révolutionnaire, ni anti-capitaliste :

- Le RN soutient les logiques productivistes et pro-capitalistes. Lors des discussions sur la transition écologique, il a rejeté les propositions de régulation ambitieuses des multinationales polluantes et s'est opposé à des mesures contraignantes pour les entreprises.
- Sur la question européenne, le RN critique l'UE sur un mode souverainiste mais ne propose pas une rupture radicale avec le marché unique et la logique néolibérale. Il défend une vision protectionniste qui reste compatible avec le capitalisme national et la compétition entre blocs.
- Le RN participe à la logique de « respectabilité » du système parlementaire : en dépit de sa rhétorique, il ne conteste pas la structure fondamentale de l'État bourgeois, ni le rôle des grandes entreprises dans l'économie. Son programme ne remet pas en cause la propriété privée des grands moyens de production ni le pouvoir des multinationales.

Ces postures montrent la véritable nature du RN : il ne s'oppose pas à l'État en tant qu'outil de domination, mais souhaite en renforcer l'aspect répressif, en utilisant l'autorité pour mater les revendications sociales au lieu de les écouter.

En guise de conclusion : **Le RN, un piège pour les classes populaires**

Derrière son vernis « social » et ses slogans nationalistes, le RN se révèle, à l'Assemblée nationale, comme un parti de l'ordre établi. Ses votes en matière de salaires, de fiscalité, de libertés publiques, d'immigration ou d'écologie montrent une absence de volonté de transformation structurelle. Ce parti ne propose pas une alternative sociale crédible. Son discours sur le pouvoir d'achat reste limité à des mesures conjoncturelles, son obsession anti-immigration divise la classe ouvrière, et ses positions sur la sécurité renforcent l'autoritarisme d'État. Au lieu de s'attaquer aux inégalités de classes, le RN préfère diviser les travailleurs, protéger les grandes entreprises et renforcer la répression. Le RN est ainsi un « leurre » politique qui capte la colère sociale pour mieux la désamorcer, en détournant l'attention des vraies causes des injustices (exploitation capitaliste, accumulation des richesses par une minorité) au profit d'un discours identitaire, sécuritaire et nationaliste. Pour répondre aux véritables aspirations populaires, il faut une alternative de rupture, qui lutte pour l'égalité, la justice sociale et l'écologie, au-delà des frontières et contre le capitalisme.

Loin d'être une alternative révolutionnaire ou une force d'émancipation, le RN s'inscrit dans la logique de perpétuation du système capitaliste. Son nationalisme, son autoritarisme et son conservatisme social sont des impasses pour la classe ouvrière. La CGT appelle à dépasser ces fausses solutions en construisant un mouvement de lutte unitaire et internationaliste, axé sur l'abolition des rapports de production capitalistes, la socialisation des moyens de production et l'établissement d'une démocratie authentique, par et pour les travailleurs. La libération des exploités ne viendra pas d'un repli nationaliste mais d'une lutte collective contre le capital.

Thème	Rassemblement National (RN)	Confédération Générale du Travail (CGT)
Salaires et pouvoir d'achat	Promettre une baisse des charges et impôts sur les salaires modestes, mais pas d'augmentation générale du SMIC .	Revendication claire : augmentation du SMIC (au moins 2 000 € brut), augmentation générale des salaires, suppression des exonérations patronales.
Conditions de travail	Valorisation du travail mais peu de propositions concrètes sur les droits des travailleurs (pas de propositions fortes sur la pénibilité, la santé au travail, etc.).	Amélioration des conditions de travail, réduction du temps de travail à 32h , reconnaissance de la pénibilité, droit de retrait facilité.
Aides sociales et chômage	Discours anti-assistanat : veut conditionner ou réduire certaines aides, avec une priorité donnée aux Français.	Défense inconditionnelle des droits sociaux : aides pour tous les travailleurs, chômeurs ou précaires, lutte contre la précarité et le chômage.
Priorité nationale / Immigration	Préférence nationale : priorité aux Français pour l'emploi et les aides.	Refus de toute discrimination : égalité des droits pour tous les travailleurs, quelle que soit leur origine ou nationalité.
Retraites	Recul de l'âge à 60 ans uniquement pour carrières longues. Pas de remise en cause de la logique économique du système.	Retour à la retraite à 60 ans pour tous, financement par la richesse (taxer les profits, supprimer les exonérations patronales).
Modèle économique	Défense du capitalisme national : critique de la mondialisation, mais pas de remise en cause du système capitaliste ni des profits patronaux.	Remise en cause du capitalisme : lutte contre l'exploitation, partage des richesses, taxation des profits, socialisation des moyens de production.
Rapport aux luttes sociales	Discours ambivalent : souvent critique des grèves et des syndicats, position répressive face aux mobilisations sociales.	Engagement actif dans les luttes sociales, soutien aux grèves, manifestations, défense du droit de grève et des libertés syndicales.

Bibliographie sélective

1. Le Pen, Marine. *Discours de clôture du Congrès du Front National*, 2011.
Dans ce discours, Marine Le Pen définit la ligne souverainiste et protectionniste du parti, particulièrement sur les questions économiques et de sécurité.
2. Lamarche, Éric. *Le Rassemblement National, une montée en puissance*, Presses Universitaires de France, 2020.
Analyse des dynamiques électorales et parlementaires du RN et de son évolution stratégique depuis la présidence de Marine Le Pen.
3. Roussel, Mathilde. *Le Rassemblement National à l'Assemblée Nationale : stratégie et positionnement politique*, Politique et Société, 2023.
Étude détaillée du rôle et des stratégies du RN à l'Assemblée, avec une analyse des discours et des actions des députés du parti.
4. Mayer, Nonna. *Les partis politiques d'extrême droite en France*, Editions du CNRS, 2018.
Une étude de l'évolution des partis d'extrême droite en France, avec une attention particulière portée au RN et à ses prises de position sur les questions sociales et économiques.
5. Grunberg, Gérard. *Le populisme et la démocratie*, La Documentation française, 2019.
Une réflexion sur les stratégies populistes et leur impact sur les institutions démocratiques, avec un focus sur le Rassemblement National et ses discours.
6. Seddiki, Mounir. *La politique migratoire du Rassemblement National : révision ou radicalisation ?*, Revue des Sciences Sociales, 2021.
Cet article examine la politique migratoire du RN, son évolution et ses implications pour les politiques publiques en matière de droit d'asile et de citoyenneté.
7. Bardoux, Isabelle. *Les populismes en Europe : Le Front National et ses cousins*, Presses de Sciences Po, 2022.
Analyse des différents partis populistes en Europe et de la façon dont le RN se positionne dans cette mouvance.



**Sevrans, Villepinte, Tremblay en France,
Vaujours et Coubron**

4 Avenue Victor Hugo – 93270 SEVRAN

Tel: 01 43 83 77 21

Email : ulcgtsevrans@gmail.com

06 50 78 83 06